
REEMPLACEMENT MENUISERIES ET MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTEME DE FREECOOLING OPOUL

C.C.T.P. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

TOUS CORPS D'ETAT

<u>Maître d'ouvrage :</u> METEO FRANCE 73 Avenue de Paris 94165 SAINT-MANDE Cedex	<u>Maitre d'œuvre :</u> E.C.O 8 Avenue de Vienne – ZAE Ste Eugénie 66270 LE SOLER
--	--

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux projetés consistent au remplacement de menuiseries extérieure et à la mise en œuvre d'un système de free-cooling sur bâtiment du radar METEO France situé sur la commune d'OPOUL

Nota : Il n'y aura pas de compte prorata

CONSISTANCE DES OUVRAGES

Les travaux comprendront l'intégralité des ouvrages nécessaires, devant assurer le complet et parfait achèvement des locaux à créer, ainsi que la mise en état d'utilisation conforme à leur destination, suivant les indications portées aux présentes.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les entreprises sont formellement obligées au respect des normes, règlements et prescriptions techniques officiellement en vigueur et ce, quelle que soit l'importance de la qualification de l'entreprise choisie par le Maître d'Ouvrage.

Le présent document constitue un cadre de spécifications techniques dans lequel certains détails peuvent ne pas être formulés explicitement, sans supprimer pour autant l'obligation de les réaliser, quand ceux-ci sont nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement des ouvrages. Les travaux devront, pour toutes les entreprises, être exécutés conformément :

- Au Cahier des Clauses Techniques D.T.U.
- Au présent C.C.T.P.
- Aux normes françaises de l'AFNOR et en particulier le code des conditions minima qui en fait partie. Les matériaux et matériels employés seront de première qualité dans l'espèce indiquée et conformes aux normes.
- Aux règles techniques du bâtiment en vigueur à la date d'exécution et relevant du béton armé, des constructions métalliques, etc...
- Aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décret (code civil, code construction et habitation...),
- En matière de protection, toute entreprise mettant en place du matériel ou des liquides susceptibles de créer un danger ou un incendie, devra apposer les plaques réglementaires.

D.T.U.

Les entreprises sont astreintes aux D.T.U. et règles de calcul D.T.U.
Elles se réfèrent à la liste des D.T.U. à jour à la date de remise de leur offre. Les D.T.U. et règles de calcul D.T.U. seront partiellement repris dans le cadre des descriptions particulières d'ouvrage.

VOLUME DES TRAVAUX

Les entrepreneurs devront prendre connaissance du C.C.T.P. concernant tous les corps d'état afin de prévoir dans leur soumission les travaux préparatoires de leur spécialité nécessaires à l'exécution de ces autres ouvrages et conformément à l'organisation dans le temps prévu au planning des travaux qui sera adopté après consultation des entreprises adjudicataires.

Les entrepreneurs ne pourront prétendre à aucune majoration des prix unitaires et forfaitaires pour des raisons d'omissions aux plans, devis descriptifs ou cahiers des charges, étant entendu qu'ils ont parfaitement appréhendé la totalité des travaux à effectuer, leur importance, leur nature, et qu'il s'engagent implicitement à suppléer, par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur l'une ou l'autre des pièces constituant le marché.

D'autre part, chaque entrepreneur se sera rendu sur place afin d'évaluer parfaitement l'ensemble des travaux à réaliser, en fonction des diverses contraintes du site. Chaque entrepreneur restera pleinement responsable de ses études et de ses travaux.

En cas de non-observation des dispositions réglementaires et/ou des règles de l'art, tant au point de vue technique, qu'au point de vue esthétique, le Maître d'œuvre se réserve le droit, soit de faire recommencer les travaux défectueux aux frais de l'entrepreneur, soit d'appliquer un rabais proportionnel à la malfaçon.

Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet du C.C.T.P. Il est rappelé que les travaux supplémentaires ne seront acceptés que lorsqu'ils auront fait l'objet d'un avenant

LISTE DES LOTS

Lot n°1	GROS OEUVRE
Lot n°2	MENUISERIE EXTERIEURE
Lot n°3	DOUBLAGE – FAUX PLAFONDS
Lot n°4	SERRURERIE
Lot n°5	PEINTURE – SOL SOUPLE
Lot n°6	FREECOOLING

REUNION DE CHANTIER

RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRES

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du Maître d'œuvre et en présence des entreprises ont lieu, en principe, une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier. Les entrepreneurs seront tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter valablement.

Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sur place sans avoir besoin de consulter leur direction.

Des comptes rendus seront établis pour les rendez-vous de chantier par le Maître d'œuvre. Les entreprises sont tenues, de surcroît, d'assister à tout rendez-vous demandé par le Maître d'œuvre, ou le Maître d'Ouvrage, qui se tiendrait en dehors des rendez-vous hebdomadaires.

ABSENCES

Toute absence à une réunion de chantier, de coordination ou de travaux sera pénalisée d'une amende retenue sur situation. Le montant est fixé dans le CCAP Travaux de l'opération. L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le cahier de chantier.

Toute absence implique l'acceptation sans réserve des décisions prises lors de ces réunions. L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

RESPONSABLES DE CHANTIER

Les entreprises doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment, où elles ont commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage. En cas d'absence des chefs de chantier, les entrepreneurs (qui devront toujours avoir des représentants qualifiés) n'en resteront pas moins responsables de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Les chefs de chantier devront être capables de représenter valablement leur entreprise, tant auprès du Maître d'œuvre, que des autres entrepreneurs, et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes questions courantes de chantier.

COMPTES RENDUS

A la fin de chaque rendez-vous de chantier, le Maître d'œuvre établira un compte-rendu de chantier. Les inscriptions portées par le Maître d'œuvre valent note pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée. L'absence à un rendez-vous ne permet pas de déroger à cette règle.

CONDUITE DE CHANTIER

PANNEAUX DE CHANTIER

L'entrepreneur du G.O. devra la fourniture et pose de :

- panneau réglementaire "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"
- panneau "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE"
- panneau réglementaire d'affichage du permis de construire, avec numéro du permis, surface, nom du Maître d'Ouvrage, lieu où peut être consulté le dossier...
- panneau de chantier avec nom de l'opération, Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, bureaux d'étude , bureaux de coordination , entreprises et sous-traitants suivant plan qui lui sera remis par l'Architecte.

CLOTURE DE CHANTIER

L'entrepreneur du G.O. devra prévoir en complément de l'existant, en périphérie de la zone de chantier jusqu'à la mise hors d'eau / hors d'air. Cette clôture sera exécutée en grillage et sera suffisamment haute et rigide afin d'interdire tout franchissement. Cette clôture sera munie d'une porte à 2 vantaux, fermant à clé et permettant l'accès aux camions, ou engins divers sur le chantier.

AMENEE DE FLUIDES PROVISOIRES

- Electricité
- Eau de ville, égout
- Desserte P.T.T.

Branchements sur réseaux existants à proximité de la propriété : l'ensemble à charge du lot gros œuvre

BUREAU DE CHANTIER / LOCAUX DE CHANTIER

Un bureau de rendez-vous de chantier sera aménagé sur le terrain à la disposition du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordinateur. L'entretien de ce local sera à la charge du lot G.O. Ce bureau sera pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant. Seront à la disposition du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre et en permanence dans le bureau de chantier :

- un dossier marché comprenant toutes les pièces contractuelles, le planning contractuel,
- une série complète de plans, un exemplaire des devis T.C.E.

L'ensemble sera conforme à la législation en vigueur.

STOCKAGE

Il ne sera toléré aucun encombrement de matériels dans les zones à aménager.
En aucun cas les entrepreneurs n'auront le droit d'installer leur matériel dans la construction.
Chaque entrepreneur doit enlever avant la réception, tous matériaux non employés, tous ouvrages provisoires et tous appareils de transport et de manutention.

CONTRÔLES ET ESSAIS

A/ Des matériaux : L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le devis descriptif. La fourniture de tous les échantillons qui lui seront demandés en vue des essais obligatoires, ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

B/ Des ouvrages : Les entrepreneurs des lots concernés devront procéder aux vérifications et essais de fonctionnement des installations suivant dispositions figurant dans le document technique COPREC n°1 publié par "LE MONITEUR" du 18 mai 1979 (supplément spécial n°79.22 bis).
Pour les lots nécessitant une réception, une approbation ou une vérification de la part de concessionnaires de services publics (désinfection eau potable, CONSUEL, réception de fourreaux par FRANCE TELECOM, etc) l'entreprise devra effectuer directement et en temps voulu, afin de ne pas retarder l'avancement des travaux, les démarches auprès de ces services.
L'entreprise renseignera le Maître d'œuvre sur les dates des rendez-vous et l'informerá des résultats de ces essais et réceptions.
Les originaux des procès-verbaux établis par les concessionnaires devront obligatoirement être fournis au Maître d'œuvre, préalablement à toute réception des ouvrages.
La non fourniture des documents en question interdira la réception, par le Maître d'œuvre, des ouvrages concernés.
Ces essais et vérifications sont à la charge des entreprises.

CONTRÔLES EN USINE

Le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'œuvre a le droit de se faire représenter dans les usines, ateliers et carrières de l'entrepreneur et de ses fournisseurs ou dans le cas d'entreprises groupées, pour les opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, du contrôle de fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché.
Les contacts permettant cette représentation auprès des fournisseurs incombent à l'entrepreneur.

MATERIAUX REFUSES

En attendant leur enlèvement du chantier, prévu à l'article du C.C.A.G. et C.C.A.P., les matériaux refusés doivent être mis de côté et signalés de manière apparente.
Cette obligation s'impose aussi pour les fournitures refusées en atelier, usines ou carrières de l'entrepreneur.

PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur devra, à ses frais, assurer la protection de tous ses ouvrages, et il restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit, et ceci jusqu'à la réception des ouvrages.

ABORDS

Les protections, nettoyages en cours et réfections des ouvrages environnants ayant été salis ou dégradés par les entreprises ou leurs sous-traitants, livreurs, sont à la charge des entreprises et seront exécutés par elles ou dans le cas de défaillance, à leurs frais.

NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

Tous les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement par les entreprises de chaque corps d'état.

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les obligations concernant le nettoyage de chantier.

En cas de défaillance, les gravois seront évacués sur ordre du Maître d'œuvre aux frais des entreprises intéressées.

A la fin du chantier, les ouvrages devront être livrés propres au Maître d'Ouvrage.

RAPPORT AVEC LE VOISINAGE

Les entreprises titulaires resteront pleinement responsables vis à vis des tiers de tous dommages qui pourraient être apportés dans le cadre de leurs travaux à tout bâtiment existant, mitoyen ou non.

L'emploi de tout explosif chimique est interdit.

Les entrepreneurs s'engagent à respecter tous les règlements locaux et nationaux en vigueur relatifs aux nuisances de toutes natures et ce, tant dans l'exécution de ses travaux que dans la circulation et le stationnement de ses véhicules et engins de chantier.

Il restera complètement responsable du respect de ces règlements vis à vis des pouvoirs publics.

Pour les interventions à proximité ou au droit des murs mitoyens, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur les dispositions des articles 658, 659 et 662 du Code Civil.

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

PRESCRIPTIONS GENERALES

A/ Preamble

Le C.C.T.P. est un complément aux pièces graphiques établies par le Maître d'œuvre et fait partie intégrante des pièces du marché.

B/ Prescriptions communes

Sauf indications contraires dans le C.C.T.P., l'expression "Entrepreneur" ou "Entreprises" s'applique à l'entrepreneur titulaire du lot correspondant à la partie du C.C.T.P. dont il s'agit. Lorsqu'il est fait mention d'un autre entrepreneur, celui-ci est désigné par la nature de son lot. Il reste entendu que chaque entrepreneur doit avoir pris connaissance du C.C.T.P. dans sa globalité et qu'il a, avant signature de son marché, apprécié les prestations comprises dans ses prix en les complétant, le cas échéant, compte tenu des prestations des autres corps d'état ou des ingénieurs conseils spécialistes afin de livrer des ouvrages conformes aux règles de l'art.

C/ Mission de l'entrepreneur

A l'exception de la demande de permis de construire, l'entrepreneur devra faire personnellement toutes les démarches et demandes, fournir tous les papiers timbrés et remplir les formalités nécessaires, afin d'exécuter ses travaux conformément à tous les règlements en vigueur : occupation de la voie publique, palissade, demande de branchement, etc... Lorsque ces autorisations sont utiles à l'ensemble du chantier, le Gros-Œuvre assumera ces prestations.

VERIFICATION DES COTES ET DE L'EXISTANT

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les côtes portées sur les plans et dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents documents.

Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les plans, les entrepreneurs devront s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, ou d'impossibilité, ils en référeront immédiatement au Maître d'œuvre et soumettront toute modification à l'approbation de ce dernier. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendraient responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que toutes les conséquences qu'elles entraîneraient. Il est expressément convenu que chaque entrepreneur s'est rendu sur place avant remise de son offre et que sa parfaite connaissance des lieux l'a conduit à intégrer dans son prix toutes les sujétions de mise en œuvre, approvisionnement et d'obligations vis à vis de tiers ou des bâtiments existants.

PLANNING

Les dates de démarrage et d'achèvement des ouvrages sont celles définies par le planning général des travaux joint au dossier marché.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les matériaux et les modes de construction traditionnels doivent être conformes aux "CAHIER TECHNIQUE ET REGLES DE CALCUL D.T.U." mentionnés sur la dernière liste publiée par le C.S.T.B. dix jours avant remise de soumission.

A défaut d'un document technique unifié, ils doivent être conformes à la dernière édition du Cahier des prestations techniques publié par le C.S.T.B. ou à défaut, conformes aux indications de la dernière édition parue au R.E.E.F.

Les dimensions et sections des ouvrages indiquées sur les plans et dans les devis descriptifs ne sont que des minima, les entrepreneurs chargés des travaux devront augmenter ces dimensions et sections chaque fois que le calcul en démontrera le besoin et cela sans supplément.

Tous les menus travaux préparatoires ou de finition, toutes les sujétions qui ne peuvent faire l'objet de descriptions détaillées, mais qui sont conformes aux règles de l'art, sont dus par l'entreprise. Les matériaux et leur mise en œuvre devront être conformes aux dispositions qualitatives de l'ensemble des normes de l'AFNOR intéressant le bâtiment.

Pour des matériaux non considérés comme traditionnels, ils devront être employés conformément au dernier agrément qu'ils ont obtenu ou avis technique et couverts par une assurance spéciale, couvrant également les concepteurs.

L'entrepreneur est libre de choisir ses fournisseurs à condition que les produits livrés correspondent aux prescriptions du présent marché. L'appréciation de l'équivalence de la fourniture proposée à celle prévue au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

INGENIEURS SPECIALISES

Fluides, Thermique	: néant
Electricité : courants forts et faibles	: néant
Structure	: néant

HUISSERIES

Le traçage des cloisons en vue de la mise en place des huisseries sera fait contradictoirement par le menuisier, le gros-œuvre et le cloisonneur.

Les trous de scellement des huisseries seront à la charge de l'entrepreneur de G.O.

Les huisseries feront l'objet d'une réception après leur pose, en présence du G.O. et du cloisonneur.

Une fois acceptées, le cloisonneur et le G.O. les prendront sous leur responsabilité et devront assurer les réfections éventuelles, au cas où les huisseries seraient dérégées ou déformées au cours de l'exécution des cloisons.

L'électricien peut être également recherché si la pose des boîtiers d'interrupteur ou des fourreaux ont dérégé les cloisons.

Le menuisier doit toutes les protections nécessaires des bâtis ; quoiqu'il en soit en fin de chantier, la remise en état des huisseries, arrêtes, épaufrures, est due par son entreprise.

Le trait de niveau reporté sur l'huisserie est sous la responsabilité conjointe et solidaire de l'Entreprise de G.O. et de menuiserie.

TRAIT DE NIVEAU

L'entrepreneur de G.O. aura à sa charge l'établissement d'un trait de niveau à 1,00 m du sol fini de toute les pièces, murs et cloisons faisant apparaître partie du projet.

Les entrepreneurs des autres lots sont tenus de vérifier les niveaux, leur acceptation entraînant leur responsabilité conjointe à celle du G.O.

A tous les stades de la construction : ossature, doublage, plâtrerie,
le trait de niveau devra être reporté par le G.O.

TROUS ET SCHELLEMENTS

A/ Généralités

Les trous et trémies dans les planchers ou dans les ouvrages en B.A. de l'ossature devront être réservés par l'entrepreneur de G.O.

Dito pour les structures métalliques.

Les scellements après pose des divers ouvrages sont également à la charge du G.O.

Les entrepreneurs intéressés devront fournir en temps utile au Maître d'œuvre et aux entrepreneurs de structure, tous les plans détaillés nécessaires à l'implantation et à la réservation des trous et trémies.

Toutefois, les dits plans ne seront pris en considération qu'après accord du Maître d'œuvre.

Les trous et percements dans le béton armé qui n'auront alors pas été réservés par le maçon, faute de renseignements, resteront à la charge de l'entrepreneur intéressé.

B/ Travaux entièrement à la charge du maçon :

D'une façon générale, seront à la charge de l'entreprise de G.O. tous les trous et scellements des corps d'état suivants : ***métallerie, menuiseries extérieures, menuiseries intérieures.***

Toutefois, les entrepreneurs des dits corps d'état restent tenus de fournir au maçon leurs plans de trous avant l'exécution des ouvrages en B.A., pour réservation obligatoire du coffrage.

Faute d'indication de leur part en temps utile, tous les percements dans le béton seront exécutés à leur charge par le maçon.

L'entrepreneur veillera à ne pas charger ou laisser chargés les planchers de façon excessive par des stockages de matériaux à quelque corps d'état qu'ils appartiennent.

C/ Travaux à la charge des autres corps d'état

En complément des trous réservés dans le béton armé, tous les percements et scellements nécessaires aux autres corps d'état et entrepreneurs.

Si le tracé de canalisations venait à changer, et quelle qu'en soit la cause : l'impossibilité de passage, erreur de réservation, etc...

l'entrepreneur qui doit installer la canalisation devra exécuter ses propres percements à ses propres frais et immédiatement, afin de ne pas retarder la cadence du chantier.

De telles sujétions seront toujours considérées incorporées dans le montant du marché d'origine de chaque entreprise

RACCORDS APRES OUVRAGES

Chaque entrepreneur doit les raccords après exécution des travaux de son corps d'état. Tout raccord exécuté par l'entrepreneur lui-même ne sera accepté que dans la mesure où toutes les qualités de finition auront été requises. Seul le Maître d'œuvre est autorisé à juger de la qualité ou de l'aspect final.

RACCORDS APRES REPARATION

L'entrepreneur qui aura à exécuter, dans le courant de la période de garantie, des réparations ou ajustements, aura à sa charge des raccords des dommages qu'il aura fait subir aux ouvrages des autres corps d'état.

PRESTATION EVENTUELLES SUPPLEMENTAIRES

L'entrepreneur devra impérativement présenter une offre correspondant aux indications du C.C.T.P. de base et aux éventuelles Prestations Eventuelles Supplémentaires (PSE) pour les lots 2 – Menuiseries extérieures et 4 - Serrurerie

QUANTITATIF

Les quantités de chaque article sont remises dans le dossier de consultation des entreprises à titre indicatif.

Chaque entrepreneur est tenu d'en vérifier l'exactitude avant établissement de son offre.

Il doit obligatoirement répondre sur les quantités portées au Cadre de Décomposition de Prix Global et Forfaitaire et de signaler dans son mémoire technique toutes erreurs ou omissions éventuelles.

Sans remarque particulière, il est admis que l'entrepreneur accepte ce quantitatif comme base à sa proposition et qu'il ne peut, sous aucun prétexte, faire état ultérieurement, si sa proposition est retenue, d'omission ou de mauvaise interprétation des documents remis dans le dossier de consultation, pour demander un quelconque supplément de prix.

